

Entretien pour le Figaro.fr

« La France peut-elle converger vers le modèle allemand ? »

Le 14 janvier 2012

Robert Boyer
Institut des Amériques
Robert.boyer@ens.fr

1. Quels ont été successivement les différents modèles vantés en France

La liste est impressionnante mais l'efficacité de ces successives références à des modèles a été d'abord utile, comme ce fut le cas au sortir de la seconde guerre mondiale à propos de l'introduction des méthodes américaines de production de masse, mais au fur et à mesure leur invocation traduit tant l'incompréhension de leurs ressorts que la perte de contact des politiques avec les principes fondateurs d'une économie à forte impulsion étatique et leur incompréhension des transformations de l'économie française.

Ainsi dans les années 70, le jeune Giscard d'Estaing se déclarait adepte du modèle social-démocrate dans sa variante suédoise, sans que pour autant il parvienne à transformer dans cette direction des relations du travail spécialement conflictuelles. De même, la loi élaborée en 1971 par Jacques Delors sur la formation professionnelle s'inspirait – déjà - du système allemand : hélas quatre décennies plus tard l'accès à la formation est toujours aussi inégalitaire et incapable de doter la totalité des jeunes des compétences nécessaires à leur insertion dans l'emploi.

Ce fut ensuite au tour du modèle japonais, mobilisé pour moderniser l'organisation du travail et redresser la compétitivité des firmes françaises : équipes de travail, juste à temps, Kaizen ont été à la mode et pourtant le taylorisme continue à peser sur les pratiques et pénalise la spécialisation sur le bas de gamme de l'industrie.

De 2007 à 2012, le président de la République n'a pas lésiné sur le nombre de modèles invoqués pour réformer l'économie et la société. D'abord, le dynamisme renouvelé des Etats-Unis et de l'Angleterre est attribué à la conjonction de l'innovation financière et du Workfare, conçu comme alternative à la couverture sociale héritée de la seconde guerre mondiale. Cependant, c'est la flexicurité danoise qui est mobilisée pour renouer le dialogue avec les partenaires sociaux, alors que ce modèle s'oppose sur la plupart des points au modèle anglo-saxon, par la générosité des allocations chômage et le rôle primordial de la formation qui permet l'accès à des emplois à haut salaires et facilite les reconversions.

Vient ensuite la crise ouverte en septembre 2008 qui induit une relativisation, si ce n'est un rejet du modèle anglo-saxon et des excès de la finance dont il serait porteur. Lorsque s'effondre le marché mondial, la récession est beaucoup plus marquée en Allemagne, au Japon et en Corée, c'est-à-dire les bons élèves en matière de compétitivité et dynamique des exportations : vive donc le modèle étatique français qui assure une meilleure stabilité grâce à une croissance tirée par la consommation domestique. *The Economist*, lui-même en vient à noter les mérites d'une régulation à la française. Enfin lorsqu'il apparaît que la reprise allemande est beaucoup plus vigoureuse qu'en France, que le déficit commercial se creuse, le Président voit son pouvoir de négociation à l'échelle européenne réduit du fait des piètres performances économiques de son pays.

Finalement, c'est le retour du phoenix allemand dont on propose d'imiter la fiscalité, plus favorable à la compétitivité, le dynamisme exportateur des PME, la qualité de la négociation entre employeurs et salariés au niveau de l'entreprise, les réformes de l'indemnisation du chômage même si elles ont créé une nouvelle génération de pauvres. En outre la réforme de traités européens est fortement inspirée par la logique de l'ordo-libéralisme en vertu duquel les règles sont conçues pour être respectées à la lettre, en tout premier lieu l'équilibre tendanciel des finances publiques, dans sa variante dite « règle d'or ». La main très visible des instances européennes parviendra-t-elle à diffuser le modèle rhénan dans les pays du sud de l'Europe ?

Ce simple rappel historique permet d'en douter, mais d'autres raisons, plus théoriques, confortent ce pronostic.

2. Que révèle cette obsession du « bon modèle » à importer ?

C'est d'abord une tentative de réponse à la perception, maintenant générale chez les responsables politiques et dirigeants d'entreprise, qu'une période s'achève pour les ressorts de la croissance et qu'une nouvelle s'ouvre dans laquelle gagnants et perdants ont changé. Il est donc logique de se référer aux pays et entreprises qui réussissent dans le contexte d'une concurrence accrue du fait de la mondialisation et des exigences de financiers en matière de rendement de leur capital.

Mais c'est trop souvent appliquer au secteur public et l'action de l'état le principe d'étalonnage - le fameux benchmarking - en vigueur pour les entreprises, alors que les critères du champ politique ne sont pas les mêmes : l'efficacité économique dans un cas, légitimité grâce à la qualité de la réponse aux demandes des citoyens dans l'autre.

Ainsi s'explique le blocage actuel de l'Europe car les pays en difficulté ne voient pas proposer puis imposer d'adopter la stratégie qui a si bien réussi à l'Allemagne pour gérer le difficile processus de réunification, alors même que spécialisation internationale, gestion de l'Etat, relations professionnelles, style et compromis politiques sont très différents. Dans ces conditions, l'invocation d'un modèle, quel qu'il soit, tient plus de la rhétorique et de la pensée magique que d'une analyse et stratégie réalistes.

Finalement c'est aussi une preuve de défiance par rapport aux logiques sociales, politiques et même politiques qui ont orienté le modèle de croissance nationale antérieur que l'on se déclare incapable de réformer sans basculement dans un régime totalement différent.

Pourquoi ne défendrait-on pas en France notre propre modèle celui de l'État social ?

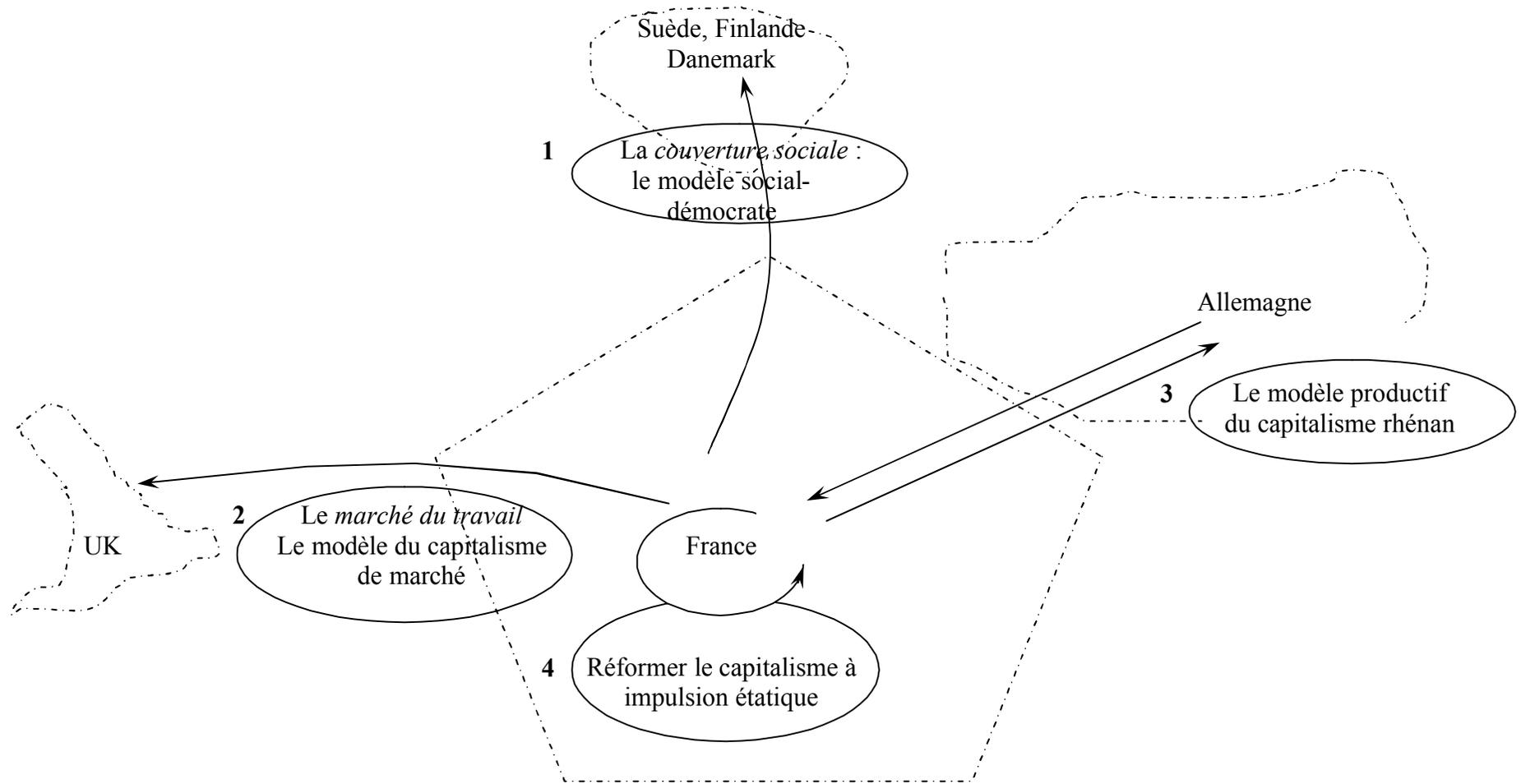
C'est en effet la question : pendant plus de trois décennies le capitalisme à forte impulsion étatique avec pu, avec succès, relever le niveau de vie tout en s'insérant dans le marché mondial. L'enjeu n'est donc pas nécessairement le passage à un capitalisme typique de marché, mais plutôt de réformer toutes les composantes et interventions publiques pour les adapter au contexte nouveau de l'intégration européenne, au changement des paradigmes productifs et attentes des jeunes générations. En l'occurrence l'équivalent d'une politique des revenus et une accélération de l'innovation aurait permis, si décidés dès l'entrée dans la zone euro, auraient sans doute rendu moins nécessaires les remises en cause de l'Etat du bien être, d'autant plus qu'on aurait réformé son financement pour le rendre plus favorable à la compétitivité.

La France serait-elle « complexée » ?

En effet, les récurrents changements de modèle de référence ou pire l'invocation simultanée de principes contradictoires témoigne du désarroi des élites françaises, quant au choix puis au maintien d'une stratégie adaptée, viable et acceptée par l'opinion publique. N'est-il risqué de viser un capitalisme de type anglais si l'on ne dispose pas d'une place financière à vocation mondiale ? Que vont conclure les acteurs de l'économie si on leur propose peu après de converger vers le modèle industrialiste rhénan ? Dans le dialogue social n'est pas dangereux de proposer une flexicurité à la française puis de réduire l'accès et la durée des allocations chômage dans un contexte où les moins qualifiés ne bénéficient pas d'une vigoureuse requalification ?

C'est cette valse hésitation qui explique pour une large part les difficultés présentes de la société française (Figure1). Les pays qui réussissent- l'Allemagne, la Chine, l'Inde le Brésil- partagent un trait commun : la confiance de leur élite et de l'opinion publique en les vertus de leur organisation sociale et politique, fut ce au prix de réformes en consolidant la logique qui fait leur force .

Figure 1 – La France écartelée entre une myriade de stratégies contradictoires, incapable d'exploiter les avantages concurrentiels d'un capitalisme à impulsion étatique

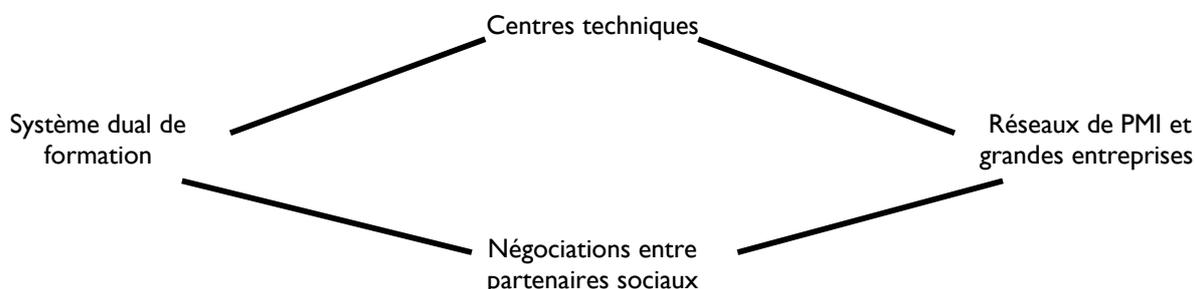


3. Est-ce même pertinent et possible d'adopter un modèle étranger ?

N'est-ce pas une entreprise en elle-même profondément problématique ?

C'est en fait fort difficile et les avancées des recherches sur l'économie institutionnelle livrent nombre de raisons à l'origine de l'échec d'une importation pure et simple d'un modèle. En premier les économies ne cessent d'évoluer et de se transformer au point qu'il problématique de les assimiler à une configuration stable. Le plus souvent ce sont des observateurs lointains qui, constatant les remarquables performances d'une économie, les attribuent à telle ou telle spécificité sociale ou institutionnelle. Mais dès que la conjoncture se retourne, force est de constater que l'on n'avait pas compris la nature exacte de la supériorité du pays tant admiré. Ainsi s'évanouissent la plupart des modèles, successivement japonais, suédois, de la nouvelle économie et récemment celui d'une croissance tirée par la financiarisation. A la réflexion, c'est sans doute le capitalisme rhénan qui à travers des épisodes contrastés a le mieux résisté.. au prix de patientes et parfois douloureuses réformes visant à en consolider les bases : polyvalence et compétence des salariés, stratégies de haut de gamme, denses réseaux de PME et financement de long terme par les banques. C'est la cohérence de cet ensemble qui impulse la dynamique vertueuse, tant admirée mais si difficile à reproduire dans la plupart des autres sociétés (Figure 2)

Figure – Une complémentarité entre techniques, formation et relations sociales du travail



En effet, il est spécialement problématique d'importer telles quelles la totalité de ces composantes, car cette stratégie vient se heurter aux routines des entreprises, au compromis socio politique propre à chaque société et à une configuration productive bien différente. Par exemple, les vertus du capitalisme rhénan sont ils accessibles à l'économie grecque dont les structures productives si fragiles ? Des années 70 à la présente décennie, les gouvernements français successifs n'ont-ils pas tenté à plusieurs reprise de « moderniser » les relations de travail et la formation professionnelle dans direction du modèle allemand, sans y réussir ?

A contrario, il est possible de s'inspirer de pratiques apparues dans d'autres pays mais s'amorce alors un lent processus d'adaptation et de transformations du modèle initial qui finit par déboucher sur une configuration originale qui est différente tant de la configuration domestique du passé que du modèle pris pour référence. Ce processus d'hybridation et non pas d'imitation a une longue histoire : l'Allemagne cherche à rattraper l'Angleterre de la première révolution industrielle et finit par converger vers son propre modèle ; Après la seconde guerre mondiale tant en France qu'au Japon, les gouvernements visent à implanter les méthodes américaines de la production de masse et les institutions

correspondantes .Pourtant,leur économie finit par converger vers deux formes de capitalismes largement distinctes de celle du capitalisme de marché,typique des Etats-Unis.

C'est une grande leçon pour l'Europe : il est vain d'espérer une convergence vers un même modèle qui serait celui du capitalisme rhénan.

4. Comment réagit-on en France lorsque le modèle tant vanté s'essouffle et révèle ses failles ? Est-ce reconnu ou dénié ?

Tout simplement, experts et décideurs se mettent à la recherche d'un autre modèle et malheureusement ils en trouvent toujours un, compte tenu de variété des formes de capitalismes. Loin de réévaluer la notion de modèle et d'initier un processus d'apprentissage et de correction des erreurs, la tendance récente est à une obsolescence accélérée des références par rapport auxquelles on prend des décisions, alors même qu'il conviendrait de prendre du recul lorsque l'on engage des réformes qui ne porteront leurs fruits à l'horizon d'une ou deux décennies.

Plus généralement rares sont les experts et les conseillers qui reconnaissent s'être trompé et ajustent en conséquence leurs analyses et décisions. Enfin l'écart croissant entre les avancées de la recherche, en particulier de l'économie institutionnelle et les représentations qui sont à la base des décisions des politiques, n'est pas sans pénaliser l'efficacité des stratégies visant à surmonter la crise actuelle.

Peut-on dire qu'en ce moment même, les indices pourtant visibles des limites du modèle allemand sont consciencieusement ignorés ?

Attention mon diagnostic conclut que nous sommes encore dans la période ascendante du modèle allemand car le contraste avec l'économie française est saisissant. On observe une: baisse remarquable du chômage, de forts excédents extérieurs, un dynamisme exportateur d'un réseau de PME, un retour vers l'équilibre budgétaire en Allemagne, ce qui inspire la confiance des financiers internationaux. En France, le chômage démoralise les jeunes générations, le solde commercial cesse de s'éroder depuis une décennie, le profit des grands groupes prospère sans reprise de l'investissement sur le territoire national et le gouvernement peine à satisfaire les attentes des agences de notation car il maîtrise fort imparfaitement les comptes publics.

Et pourtant le capitalisme rhénan a déjà montré nombre de limites qui sont les contreparties de ses succès. La remarquable insertion internationale, grâce à des produits de haut de gamme, a pour contrepartie une grande volatilité de la conjoncture et une minoration du rôle du marché domestique. L'ajustement à la concurrence mondiale a impliqué une durable austérité salariale et une dure réforme des allocations chômage, de sorte que s'est formé une nouvelle pauvreté. Le succès économique confère des responsabilités accrues dans le pilotage et la

réforme des institutions de l'Union Européenne, en conflit avec les attentes, au demeurant contradictoires, des autres pays membres d'un côté, de l'opinion publique allemande de l'autre.

Le capitalisme rhénan a prouvé ses mérites et sa résilience mais il n'est pas sans failles et il ne devrait pas constituer l'horizon indépassable des Européens.

5. La France est elle le seul pays à chercher ainsi son salut à l'étranger ? Le débat se pose-t-il de la même manière par exemple aux États-Unis ou au Japon ?

Non bien sûr, comme le montrent les divers exemples déjà mentionnés, mais le mal est plus aigu en France car, depuis trop longtemps, les élites économiques et politiques ont perdu leur boussole. Les États-Unis souffrent du défaut opposé : ils croient à leur exceptionnalisme et apprennent difficilement du monde qui les entoure, si l'on excepte la période où ils se crurent condamnés à une forme ou une autre de japonisation. Le Japon occuperait une position intermédiaire puisque l'éclatement de la bulle des années 80 a déstabilisé son capitalisme industrialiste et jeté le doute sur la pérennité de son modèle, mais il a une longue expérience d'acclimatation des innovations venues d'ailleurs à la spécificité du lien social qui fait la cohésion du pays.

Arrive-t-il que justement, ce soit le modèle français qui soit invoqué ?

Dans le contexte actuel, il est devenu rare d'entendre citer ce pays comme une référence. Seuls quelques chercheurs et intellectuels américains osent encore montrer qu'au-delà des apparences les Français réalisent une synthèse assez réussie entre efficacité économique- par exemple la productivité horaire dans l'industrie est l'une des plus élevée au monde- et qualité de la vie, bien plus satisfaisante que ce qui prévaut aux États-Unis. Mais c'est une infime minorité, car domine l'idée que les États-Unis sont et demeureront les leaders dans l'exploration de la modernité.

Il fut pourtant une époque où les experts américains visitaient la France afin de découvrir les secrets de ce miracle économique, qu'ils attribuèrent souvent aux mérites d'une économie mixte où coopèrent orientation publique et initiative privé. Ce message a été oublié et ce fut probablement dommageable tant pour ce pays que la communauté internationale.